

RÈGLEMENT SPORTIF SPÉCIFIQUE NAGE AVEC PALMES

Le doute doit toujours bénéficier au nageur

VERSION : 2025-06

APPLICABLE AU : 16/06/2025

Adopté au CDN du 14 et 15 juin 2025

SOMMAIRE

1. RÈGLEMENT SPORTIF	5
1.1. DÉFINITION	5
1.2. CLASSIFICATION DES COMPÉTITIONS	5
1.2.1. Saison sportive "N"	5
1.2.2. Calendrier sportif	5
1.2.3. Modification du calendrier	6
1.2.4. Délégation d'organisation des compétitions	6
1.2.5. Information du Comité régional	6
1.2.6. Organisation compétitions nationales	6
1.2.7. Les informations relatives aux compétitions	6
1.2.8. Sécurité des compétitions	6
1.3. CATÉGORIES D'ÂGE	7
1.3.1. Âge du nageur	8
1.3.2. Surclassement	8
1.3.3. Relais	8
1.4. ÉQUIPEMENTS	9
1.4.1. Palmes	9
1.4.1.1. Caractéristiques des palmes	9
1.4.1.2. Poussins et Benjamins	9
1.4.1.3. Minimes	9
1.4.1.4. Cadets, Juniors, Seniors et Masters	9
1.4.2. Chausson	10
1.4.3. Tuba	10
1.4.4. Lunettes ou masque	11
1.4.5. Bonnet de bain	11
1.4.6. Tenue néoprène	11
1.4.7. Vêtements de bains	11
1.4.8. Appareils respiratoires	11
1.4.9. Conformité des appareils respiratoires	12
1.4.10. Dotation en appareils respiratoires	12
1.5. PARTICIPATION AUX COMPÉTITIONS	13
1.5.1. Obligations opposables à tout concurrent	13
1.5.2. Club d'appartenance	13
1.5.3. Assurance	13
1.5.4. Engagements	14
1.5.5. Responsabilité administrative	14
1.5.6. Chefs d'Équipes	14
1.5.7. Juge	15
1.5.8. Le Délégué	15
1.5.9. Réunion technique	15
1.6. DOPAGE	16
1.6.1. Obligations du sportif	16
1.6.2. Obligations de l'organisateur	17
1.6.3. Obligations du délégué fédéral antidopage	17
1.6.4. Obligations des juges	17
1.7. COLLÈGE DES JUGES	18
1.7.1. Généralités	18

1.7.2. Mission du collège des juges	18
1.7.3. Composition du collège des juges	18
1.7.4. Le juge arbitre	19
1.7.5. Le juge arbitre adjoint	20
1.7.6. Le juge technique	20
1.7.7. Le secrétaire	20
1.7.8. Le juge de départ	21
1.7.9. Le chef du bureau des performances	21
1.7.10. Le juge de pré départ	21
1.7.11. Le chronométrateur chef	22
1.7.12. Le chronométrateur	22
1.7.13. Les juges de style	23
1.7.14. Les juges d'arrivée	23
1.7.15. Les juges de virages	23
1.7.16. L'informateur	23
1.7.17. Le juge vidéo	23
1.8. RÉSULTATS DES ÉPREUVES	24
1.8.1. Classement	24
1.8.2. Protocole	24
1.8.3. Récompenses	24
1.8.4. Titre de Champion	24
1.8.5. Cérémonies protocolaires, podiums des championnats de France et autres compétitions nationales	25
1.9. SPORTIFS ÉTRANGERS	25
1.9.1. Sportif étranger licencié FFESSM	25
1.9.2. Sportif étranger non licencié FFESSM	25
1.10. SPORTIFS INVITÉS	26
1.11. TRANSFERTS	26
1.12. ASSISTANCE VIDÉO À L'ARBITRAGE	26
2. PARTICULARITÉS DES COMPÉTITIONS PISCINE	28
2.1. GÉNÉRALITÉS PISCINE	28
2.1.1. Participants	28
2.1.2. Épreuves	28
2.1.3. Le pré-départ	29
2.1.4. Le départ	29
2.1.5. Séries avec classement au temps	30
2.1.6. Séries éliminatoires	30
2.1.7. Finales	30
2.1.8. Détermination des temps et des classements	30
2.1.9. Obligations des concurrents	32
2.1.9.1. Relais	32
2.1.9.2. Nage de surface	32
2.1.9.3. Nage en bipalmes	33
2.1.9.4. Nage en apnée	33
2.1.9.5. Nage en immersion	33
2.1.10. Temps qualificatifs et conditions à satisfaire	33
2.1.11. Forfaits	34
2.1.12. Prises de temps	34
2.1.13. Records de France	34
2.1.14. Meilleures Performances Françaises	34

2.1.15. Record de France et Meilleures Performances Françaises hors territoire français	35
3. PARTICULARITÉS DES COMPÉTITIONS EAU LIBRE	36
3.1. GÉNÉRALITÉS EAU LIBRE	36
3.1.1. Lieux	36
3.1.3. Épreuves officielles	36
3.1.4. Relais eau Libre	36
3.1.5. Course par élimination	36
3.1.6. Participants	37
3.1.7. Départs	38
3.1.8. Entonnoir d'arrivée	38
3.1.9. Contrôle aux changements de cap signalé sur le parcours	38
3.1.10. Température	38
3.1.11. Dossards	39
3.1.12. Obligations des concurrents	39
3.1.13. Classements	39
4. ORDRE ET PROGRAMME TYPE DES CHAMPIONNATS NATIONAUX	39
5. RÈGLEMENT DES COMPÉTITIONS OPEN	39
6. ANNEXE 1 – FEUILLE HOMOLOGATION INDIVIDUELLE - RECORD DE FRANCE OU MEILLEURE PERFORMANCE FRANÇAISE	40
7. ANNEXE 2 - FEUILLE HOMOLOGATION RELAIS - RECORD DE FRANCE OU MEILLEURE PERFORMANCE FRANÇAISE	41
8. ANNEXE 3 - FICHE DE RÉCLAMATION	42

1. RÈGLEMENT SPORTIF

PRÉAMBULE GÉNÉRAL

Ce règlement sportif s'adresse à tous les acteurs impliqués dans les compétitions de l'animation nationale : (club, CODEP, CRNP, CNNP).

Les compétitions "open" départementales, régionales ou nationales sont inscrites au calendrier annuel de la FFESSM dans le respect du présent règlement et des règles de sécurité.

Les invitations, programmes et règlements spécifiques sont à l'initiative de l'organisateur. Les compétitions "open" ne peuvent pas être prises en compte dans le classement national individuel des compétiteurs. La participation de sportifs et de clubs, licenciés de la FFESSM ou titulaire d'un autre titre de participation de la FFESSM, est définie par l'organisateur ainsi que le nombre de participants.

Les épreuves de sélection en équipe de France font l'objet d'un règlement spécifique.

1.1. DÉFINITION

Par Nage avec Palmes, on entend la progression sur et sous l'eau d'un nageur à l'aide de palmes et à la seule force musculaire.

1.2. CLASSIFICATION DES COMPÉTITIONS

Les compétitions inscrites au calendrier de la Commission Nationale de Nage avec Palmes (CNNP) sont couvertes par les règlements de la Fédération Française d'Etudes et Sports Sous-Marins (FFESSM).

Les différents championnats et compétitions de Nage avec Palmes peuvent être organisés par catégories d'âge, de sexe ; par épreuves individuelles, par équipes ; Piscine ou Eau libre.

1.2.1. Saison sportive "N"

La saison sportive commence le 1er septembre de l'année "N-1" au 31 août de l'année "N". Exemple : le 1er septembre 2024 (N-1) démarre l'année sportive 2025 (N).

1.2.2. Calendrier sportif

La date limite d'inscription des championnats de France et des compétitions auprès de la CNNP est fixée au 15 septembre de l'année sportive.

Le calendrier validé est diffusé par une information officielle sur le site de la CNNP aux Commissions régionales de Nage avec Palmes (CRNP).

1.2.3. Modification du calendrier

À partir de la parution officielle du calendrier, la date et le lieu des compétitions nationales, départementales et régionales de NAP ne peuvent plus changer, sauf cas de force majeure entraînant l'impossibilité de l'organiser.

Doit être considéré comme cas de force majeure (énumération exhaustive) :

- Une décision d'une administration officielle ou d'un gestionnaire d'équipement support à l'organisation
- Un nombre de sportifs ou d'équipes inscrits insuffisant (en référence au règlement spécifique de l'organisation)
- Les conditions météorologiques et hydrologiques (Eau libre)
- Un changement au niveau du calendrier international impactant l'animation nationale

1.2.4. Délégation d'organisation des compétitions

La FFESSM peut déléguer l'organisation des compétitions à ses organes déconcentrés (comités régionaux - comités départementaux) et/ou à ses structures membres (clubs - structures commerciales agréées) et ce, quel que soit le niveau territorial de la compétition.

Par ailleurs, la FFESSM peut conclure avec d'autres fédérations, notamment affinitaires, des conventions ayant pour objet le développement de la pratique de la nage avec palmes en compétition (UNSS, FNSU...).

1.2.5. Information du Comité régional

Il est obligatoire d'informer le Comité Régional de l'organisation de tout Championnat de France, toute compétition nationale ou régionale dont dépend le site d'organisation préalablement à l'inscription officielle au calendrier national fédéral NAP.

1.2.6. Organisation compétitions nationales

L'organisateur s'engage à respecter dans son intégralité le contenu du cahier des charges établi par la CNNP.

Quand un organisateur souhaite regrouper plusieurs compétitions sur le même site et sur une même période, il doit déposer des candidatures distinctes pour chacune d'elles en précisant les informations afférentes à chacune des compétitions associées.

1.2.7. Les informations relatives aux compétitions

Les informations de la compétition rédigées par la CNNP doivent contenir au minimum :

- Le lieu précis de la compétition et les renseignements techniques
- Des informations sur l'accès aux sites
- Le plan détaillé du parcours pour chaque catégorie d'âge
- Le programme précis du déroulement des épreuves (distances, horaires, cérémonies protocolaires)
- La procédure d'engagement
- La date limite d'envoi des engagements
- Le montant des engagements – individuel et par équipe
- L'indication en cas de regroupement de catégories d'âge

1.2.8. Sécurité des compétitions

Sur l'ensemble des compétitions, la chaîne habituelle des secours sera mise en place par l'organisateur conformément aux dispositions du code du sport.

1.3. CATÉGORIES D'ÂGE

Pour les deux sexes, les catégories d'âge sont les suivantes :

Poussin (P)	9 ans et moins
Benjamin (B)	10 et 11 ans
Minime (M)	12 et 13 ans
Cadet (C)	14 et 15 ans
Junior (J)	16 et 17 ans
Senior (S)	18 à 39 ans
Master (M)	À partir de 40 ans par tranche de 10 ans : M40+ : 40 - 49 ans ; M50+ : 50 - 59 ans ; M60+ : 60 - 69 ans ; M70+ : 70 - 79 ans ; M80+ 80 ans et plus

Lorsque des catégories d'âge font l'objet de regroupements, ceux-ci sont précisés dans le règlement spécifique de la compétition.

Les regroupements possibles sont les suivants :

- Regroupement de deux ou plusieurs catégories d'âge parmi les catégories d'âge poussin, benjamin, minime, cadet et junior : catégorie "Jeune" ;
- Regroupement de deux ou plusieurs catégories d'âge, incluant à minima la catégorie d'âge senior, parmi les catégories d'âge cadet, junior, senior et masters : catégorie "Élite" ;
- Regroupement des catégories d'âge masters :
 - ◆ Catégorie M1 = M40+ (+) M50+ ;
 - ◆ Catégorie M2 = M60+ (+) M70+ ;
 - ◆ Catégorie M3 = M40+ (+) M50+ (+) M60+ (+) M70+ (+) M80+

Sous-catégorie 30+

Dans l'objectif de permettre aux seniors de 30 ans et plus de participer à certaines compétitions spécifiques de l'animation master, la sous-catégorie 30+ (30 à 39 ans) est créée.

La sous-catégorie 30+ ne pourra être utilisée que dans le cadre de compétitions ou formats exclusivement dédiés aux masters. Le cas échéant, le règlement spécifique de la compétition précisera les modalités de gestion de cette sous-catégorie 30+.

Un classement spécifique de la sous-catégorie 30+ sera établi et pourra faire l'objet d'une délivrance de titre. Si un sportif 30+ obtient un titre de champion de France, vice-champion de France ou médaillé de bronze (de même pour les titres régionaux et départementaux) à la fois en catégorie senior et en sous-catégorie 30+ dans une même épreuve au cours de la même saison, seul le titre en catégorie senior sera comptabilisé par la FFESSM.

Si deux compétitions décernant des titres ont lieu simultanément, et intègrent un programme spécifique master, le nageur devra choisir entre concourir en catégorie senior ou en sous-catégorie 30+. Il ne pourra pas appartenir aux deux catégories pour une même épreuve.

1.3.1. Âge du nageur

L'âge athlétique et la catégorie d'âge d'un compétiteur s'obtiennent en soustrayant son année de naissance de l'année de la saison sportive en cours.

1.3.2. Surclassement

Dans les épreuves individuelles se déroulant selon un format de compétition spécifique ou non spécifique d'une catégorie d'âge, les compétiteurs doivent participer à l'épreuve correspondant à leur catégorie d'âge. Aucun surclassement n'est autorisé pour les épreuves individuelles.

Dans les épreuves par équipes de club (relais, binômes et disciplines collectives), le surclassement est autorisé.

Dans tous les cas, les conditions de surclassement sont :

- Respecter les limitations définies par chaque discipline en matière d'épreuve ou de format de compétition ou de matériel utilisé ;
- Avoir réalisé les temps qualificatifs ou les performances minimales de la catégorie de surclassement.

Les conditions d'un surclassement sont définies dans le règlement médical de la fédération qui précise :

- Les catégories d'âge concernées ;
- La nature du surclassement (simple ou double) ;
- La validité et sa durée (épreuve ou compétition donnée ou saison sportive).

Dans les épreuves de relais ou en binôme, le surclassement est valable pour la durée de la compétition.

1.3.3. Relais

La catégorie d'âge d'un relais ne comportant que des jeunes est celle du nageur le plus âgé, (tout en respectant les règles de surclassement)

La catégorie d'un relais comportant au moins un senior est la catégorie senior.

La catégorie d'un relais comportant des jeunes et des masters est la catégorie senior.

Les catégories des relais comportant uniquement des masters sont déterminées sur la base des sommes des âges des nageurs comme suit :

R140 : 140 – 179 ans, R180 : 180 – 219 ans, R220 : 220 – 259 ans, R260 : 260 et plus.

Lors des courses de relais, les noms des concurrents doivent être communiqués au secrétariat avant le début de la session (sauf s'il est stipulé autrement dans le règlement de la compétition ou les informations relatives à cette dernière).

Les relayeurs doivent nager dans l'ordre précisé sur la fiche de chronométrage.

Une équipe de relais mixte est composée de 2 athlètes féminins et de 2 athlètes masculins.

L'ordre des relayeurs lors des relais mixtes est obligatoirement : **homme-femme-homme-femme**.

L'ordre de styles d'un reli surface-bipalmes (SB) est obligatoirement : **bipalmes-bipalmes-surface-surface**.

Un nageur ne peut nager qu'une seule fois dans un même relais et dans une même épreuve.

Lors des engagements, il est impératif de préciser la catégorie dans laquelle est engagé chaque relais, les noms des relayeurs dans l'ordre ainsi que leur âge. Il sera possible de modifier la composition d'un relais sur le lieu de la compétition à condition que la modification soit compatible avec la catégorie dans laquelle il a été initialement engagé. Si ceci était impossible, le relais ne pourra concourir que dans sa configuration d'origine.

1.4. ÉQUIPEMENTS

Le contrôle de conformité de tous les équipements pourra être effectué à n'importe quel moment de la compétition.

Le port de la montre et de tous appareils électroniques est interdit pour les épreuves en piscine.

Le port de tous appareils électroniques, à l'exception de la montre (connectée ou non), est interdit en eau libre.

Lors des compétitions de nage avec palmes, aucun équipement d'appui n'est autorisé.

L'utilisation de tout moyen de communication audio ou visuel avec le nageur (écouteurs, lunettes, micros, etc.) est strictement interdite pendant les épreuves, en piscine comme en eau libre.

1.4.1. Palmes

Tous types de monopalmes ou bipalmes en conformité avec les prescriptions ci-dessous peuvent être utilisés pour les compétitions inscrites au calendrier national.

En particulier pour des épreuves en surface, apnée et immersion tous types de palmes peuvent être utilisés, y compris des bipalmes en fibre de verre, kevlar ou carbone.

Pour les épreuves spécifiques bipalmes sont autorisées uniquement les bipalmes constituées de caoutchouc, synthétique ou de polymère.

Rappel : lors des compétitions organisées par la CMAS, et les compétitions auxquelles participeront les Équipes de France, le règlement CMAS sera appliqué, et, donc seules les bipalmes et monopalmes homologuées CMAS seront valables.

1.4.1.1. Caractéristiques des palmes

La palme est composée d'une voilure et d'une partie chaussante fixée à celle-ci.

Les vis sous les bipalmes et monopalmes sont strictement interdites sauf si elles sont recouvertes d'une protection.

Monopalme : aucune restriction sur les matières utilisées. La monopalme peut flotter.

1.4.1.2. Poussins et Benjamins

Les dimensions maximales de la monopalme ne doivent pas excéder : longueur 600mm x largeur 600mm.

Les dimensions maximales des bipalmes ne devront pas excéder : longueur 600mm x largeur 250mm.

1.4.1.3. Minimes

Les dimensions de la monopalme plate ne doivent pas excéder : longueur 760mm x largeur 760mm.

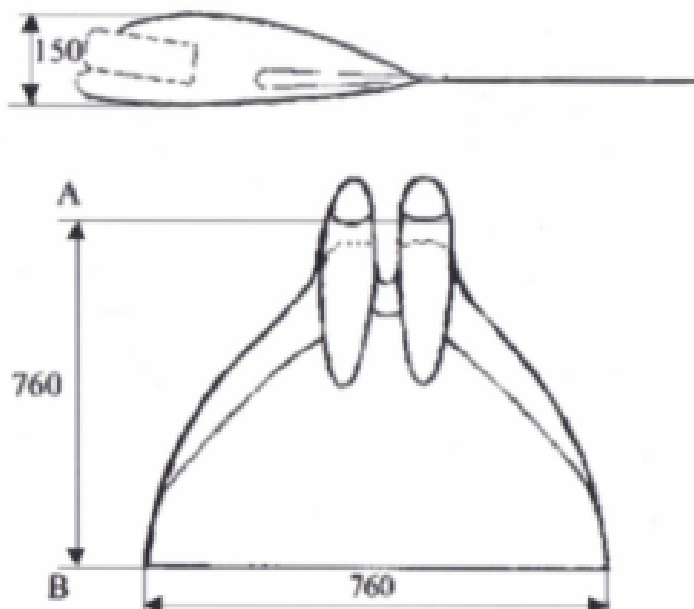
Les dimensions maximales des bipalmes ne devront pas excéder : longueur 760mm x largeur 250mm.

1.4.1.4. Cadets, Juniors, Seniors et Masters

Les dimensions de la monopalme ne doivent pas excéder : longueur 760mm x largeur 760mm / hauteur 150mm.

Les dimensions maximales des bipalmes ne devront pas excéder : longueur 760mm x largeur 250mm.

La largeur sera mesurée à partir des deux côtés de la voilure (de droite à gauche).



La longueur sera mesurée entre le repère A et repère B suivant le croquis ci-dessous.

La hauteur maximum du chausson sera déterminée par un gabarit qui ne devra pas excéder 150mm.

Les chaussons ne doivent pas être construits de manière à donner aux concurrents une aide mécanique supplémentaire (ressort ou dispositif de quelque nature que ce soit).

Le chausson de la palme doit assurer la stabilité du nageur sur le plot de départ.

1.4.2. Chausson

Pour les compétitions piscine nationales, les chaussures en néoprène / bottillons remontant au-dessus de la cheville sont interdites. Les bouts de pied en néoprène ou en plastique sont autorisés.



1.4.3. Tuba

Seuls sont autorisés les tubas dont les caractéristiques sont définies ci-dessous :

- section circulaire
- d'un diamètre intérieur compris entre 15mm minimum et de 23mm maximum
- d'une longueur hors tout comprise entre 43cm minimum et de 48cm maximum

Le bout du tuba pourra être coupé en oblique ou arrondi, la longueur sera déterminée en fonction du point le plus haut.

Le tuba ne devra pas comprendre de dispositifs annexes (soupape ou autre).

1.4.4. Lunettes ou masque

Les lunettes ou le masque servent uniquement à la protection des yeux et à l'amélioration de la vue dans l'eau.

Les lunettes et masques dits "connectés", intégrant des systèmes électroniques ou des affichages numériques, sont strictement interdits.

1.4.5. Bonnet de bain

Le port de 1 ou 2 bonnets de bain est autorisé.

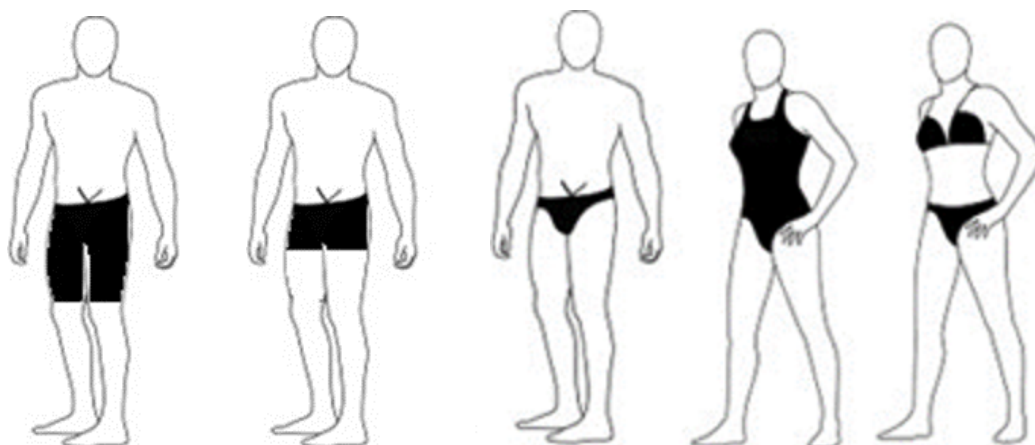
1.4.6. Tenue néoprène

L'utilisation de la combinaison en néoprène (pantalon et/ou veste, gants) n'est autorisée que lors des compétitions eau libre. Les robes ou jupes en néoprène sont strictement interdites.

1.4.7. Vêtements de bains

Les concurrents doivent se présenter à la chambre d'appel dans une tenue sportive non contraire à la décence :

- Pour les dames, un maillot de bain une pièce ou deux pièces
- Pour les messieurs, un maillot de bain, "boxer" ou "jammer" quelque soit la longueur
- La réglementation de chaque établissement nautique prévaut sur le présent règlement (port du bonnet obligatoire par exemple)
- Les vêtements de bain ne doivent pas avoir d'effet sur la flottabilité normale des nageurs
- Un seul vêtement de bain est autorisé



Le port de combinaison de nage en textile (naturel ou synthétique à l'exclusion du polyuréthane et/ou du néoprène) est autorisé pour les épreuves en piscine.

Celle-ci devra être enfilée complètement avant l'entrée en chambre d'appel.

1.4.8. Appareils respiratoires

Pour les épreuves avec matériel respiratoire, seuls les appareils de plongée à air comprimé homologués par le service des mines sont autorisés.

La pression dans les bouteilles d'air comprimé ne doit pas être supérieure à la pression de service.

Le volume minimal des bouteilles d'air est de 0,4 litre. En cas d'utilisation de bouteille à fond plat, il est autorisé d'y ajouter un fond arrondi dont la hauteur ne pourra pas dépasser le rayon du cylindre.

Les bouteilles doivent être présentées vides au contrôle réglementaire en début de compétition.

Un contrôle de normalité de l'air (notamment pas d'enrichissement d'oxygène) pourra être réalisé après chaque épreuve.

1.4.9. Conformité des appareils respiratoires

Les bouteilles d'immersion (IS) doivent répondre à la réglementation en vigueur c'est-à-dire :

- Sur demande de l'organisation et pour chaque bouteille utilisée pour l'immersion, le compétiteur doit produire les documents attestant de sa conformité en matière d'inspection périodique (TIV ou autre dispositif) et de requalification périodique (date et poinçon).
- Pour les appareils respiratoires : Sur demande de l'organisation et pour chaque appareil respiratoire utilisé pour l'immersion, le compétiteur doit être en mesure de prouver que l'équipement utilisé est en conformité avec la norme européenne (marquage EN et conformité des assemblages) et les préconisations d'utilisation du fabricant (notice).

Un contrôle de conformité de tous les équipements pourra être effectué à la chambre d'appel et à n'importe quel moment de l'épreuve lors de la compétition par le juge technique

Nota : les bouteilles jusqu'à 1 litre compris et gonflées à 200 bars ne sont pas soumises aux inspections visuelles et requalifications périodiques selon la réglementation française.

1.4.10. Dotation en appareils respiratoires

Afin de ne pas retarder le déroulement des épreuves d'immersion, les clubs doivent veiller à ne pas avoir plus de nageurs engagés au cours d'une même épreuve que de bouteilles dont ils disposent.

1.5. PARTICIPATION AUX COMPÉTITIONS

Les concurrents, les chefs d'équipes et les juges s'interdisent toute incivilité et propos diffamatoire envers les concurrents, les chefs d'équipe, les membres du collège des juges et les membres et techniciens de la CNNP. Sur décision du juge arbitre, il peut être prononcé, avec effet immédiat, l'exclusion d'un concurrent, d'un juge, d'un chef d'équipe ou de l'ensemble d'une délégation d'un club en cas de manquement à cette obligation. Cette décision est susceptible de réclamation auprès du délégué de la compétition.

Suite au déroulement de la compétition, une procédure disciplinaire pourra être engagée envers le ou les intéressés conformément au règlement disciplinaire de la FFESSM.

Par leur participation aux compétitions, les licenciés de la FFESSM acceptent que leur identité fédérale et ou leur photo apparaissent sur les différents documents qui peuvent faire l'objet de diffusion publique à l'exclusion de toute utilisation à des fins commerciales.

1.5.1. Obligations opposables à tout concurrent

Pour être autorisé à participer à une compétition, chaque compétiteur est tenu :

- D'être à jour de sa licence, de son certificat médical de non contre-indication à la pratique de la nage avec palmes en compétition : les données fédérales lues au travers du QR code de la licence sont valables
- De respecter les conditions de participation de la ou des compétitions
- De pouvoir prouver son identité
- De respecter les règlements fédéraux, notamment en ce qui concerne les règles de sécurité et de conformité des matériels
- De se soumettre aux éventuels contrôles anti-dopage
- De connaître et respecter le règlement sportif NAP et les règles de participation fixées par les règlements spécifiques de chaque compétition
- De suivre toute recommandation faite par le juge arbitre, le Collège des Juges et le délégué de la compétition
- De ne s'adresser **au délégué de la compétition** que par l'intermédiaire de son chef d'équipe **et ne devra en aucun cas s'adresser au collège des juges**

1.5.2. Club d'appartenance

Un compétiteur court durant une saison sportive pour un seul club avec une seule licence FFESSM. Les équipes de club et les relais doivent être composés de compétiteurs d'un même club. Dans le but de développer certaines épreuves, des autorisations particulières peuvent être prévues dans les règlements spécifiques de la compétition.

1.5.3. Assurance

Il est précisé que l'assurance complémentaire qui couvre les risques relatifs à la pratique exclusivement en piscine ne permettra pas à son titulaire de participer à une compétition organisée en eau libre. Le choix de l'assureur est libre à condition que l'assurance couvre tous les risques relatifs à la participation aux entraînements et à la compétition : le contrat et/ou l'attestation d'assurance seront fournis à l'organisateur à titre de justificatif.

1.5.4. Engagements

Ils doivent être transmis via IntraNAP sauf si des informations relatives à la compétition prévoient d'autres procédures.

Le règlement des différentes compétitions précisera les catégories prises en compte, et le nombre de sportifs ou d'équipes (club ou relais) pouvant être engagés, les conditions de qualification (temps qualificatifs et compétitions identifiées pour réaliser ceux-ci).

1.5.5. Responsabilité administrative

La responsabilité de conformité administrative des nageurs engagés sur les compétitions départementales, régionales et nationales est à la charge des présidents de clubs.

Les présidents de clubs s'engagent à ce que les nageurs présentés en compétitions soient à jour de leur licence, certificat médical, assurance, autorisation parentale, ou tout autre document obligatoire.

En cas de contrôle, les chefs d'équipes doivent avoir en leur possession les documents administratifs réglementaires.

1.5.6. Chefs d'Équipes

Chaque club participant doit présenter, au début de la compétition, un chef d'équipe licencié FFESSM majeur et non concurrent. Il ne pourra être remplacé durant la compétition.

Il sera le seul interlocuteur du juge arbitre, du délégué et du secrétariat.

En l'absence d'un chef d'équipe désigné à l'inscription des engagements, l'équipe perd son droit de réclamation ou recours.

Il est toutefois précisé qu'un club peut faire appel à un chef d'équipe déjà identifié pour le représenter. Le nombre total de représentations par chef d'équipe ne pourra excéder 2 clubs.

Le chef d'équipe est responsable de la discipline des membres de son équipe et de la présentation opportune des compétiteurs aux épreuves.

Avant le début des compétitions, chaque club doit signaler au secrétariat, par l'intermédiaire de son chef d'équipe, toutes difficultés particulières (problèmes auditifs et autres....).

Il est tenu d'assister à toute réunion suite à convocation par le délégué et/ou par le juge arbitre, et porte à la connaissance des membres de son (ses) équipe(s) les informations et décisions.

Le chef d'équipe et l'entraîneur doivent rester en dehors de la zone matérialisée de pré-départ, sauf sur invitation du juge de pré-départ.

Chaque équipe a le droit de porter réclamation auprès du délégué de la compétition par l'intermédiaire de son chef d'équipe. La réclamation doit être formulée par écrit et déposée au secrétariat dans les 15 minutes qui suivent la fin de l'épreuve.

Toute réclamation est cautionnée d'un montant de 100€. Ce montant doit-être versé en cas de rejet de la réclamation par le délégué.

Lors de l'examen d'une réclamation par le délégué, le chef d'équipe qui a introduit cette réclamation pourra exposer le motif exact de celui-ci et présenter tout élément probant à l'attention du délégué.

Un chef d'équipe ne pourra pas porter une réclamation contre une autre équipe.

1.5.7. Juge

Pour toutes les compétitions, départementales et régionales, il appartiendra aux clubs de fournir un nombre suffisant de juges nécessaire au bon fonctionnement des compétitions (sauf s'il en est fait mention contraire).

Le nombre de juges et les éventuelles pénalités pourront être précisés par ~~la commission nationale~~ et les commissions départementales et régionales.

Dans le but d'alléger les charges des clubs en département et région, il est admis que les chefs d'équipe, ayant qualité de juge, peuvent remplir éventuellement les fonctions de juge. Dans ce cas, le chef d'équipe / juge perd son droit à réclamation.

1.5.8. Le Délégué

Dans le cadre d'une compétition nationale, le délégué fédéral est au minimum titulaire du diplôme de juge fédéral 2e degré.

Désigné par la CNNP, la CRNP ou le CODEP (selon le cas), le délégué veille au respect du règlement en vigueur, tant de la part des compétiteurs, que de la part des membres du Collège des Juges. Il notifie ses remarques par écrit à la CNNP, la CRNP ou le CODEP (selon le cas).

Il a fonction de délégué AFLD (cf. chapitre 1.6.1).

Le délégué a le droit d'interrompre, de modifier ou d'arrêter les compétitions si le lieu, l'équipement ou les installations ne répondent pas aux exigences des règlements, ou si les conditions météorologiques sont défavorables, ou encore, en cas de circonstances imprévues qui ne permettraient pas un bon déroulement des épreuves. Il peut prendre toute mesure rendue nécessaire au bon déroulement de la compétition, jusqu'à l'exclusion d'un nageur, d'un chef d'équipe, d'un juge ou d'une délégation complète d'un club.

Il examine les réclamations et statue sur celles-ci au plus tôt et dans tous les cas dans l'heure qui suit leur dépôt. Les décisions du délégué sont définitives et sans appel.

Les recours sont adressés par l'intermédiaire du secrétariat au délégué sur un document type.

Lorsqu'un système d'assistance vidéo à l'arbitrage officiel est mis en place, ~~sauf dysfonctionnement~~, seul celui-ci est exploitable dans le cadre d'une réclamation. Les vidéos et photos des chefs d'équipe et de tout autre tiers seront alors irrecevables. En cas ~~d'absence ou de dysfonctionnement du système d'assistance vidéo à l'arbitrage~~, les supports vidéos ou photos présentés par le chef d'équipe qui pose la réclamation, peuvent constituer une aide à la décision du délégué dans le cas où la présentation des images fournit une preuve indubitable (exemple : faux départ en piscine).

1.5.9. Réunion technique

Une réunion pourra être organisée avant le début de la compétition en présence :

- Du responsable de l'organisation
- Du délégué de compétition
- Du Juge arbitre nommé par la CNNP ou la CRNP
- Des chefs d'Équipe

La réunion technique évoque toutes les questions concernant la compétition notamment sur :

- Les questions techniques
- Les horaires
- Les directives pour les cérémonies protocolaires
- Les mesures de sécurité

- Le contrôle antidopage
- Le signal de départ des courses

Les modifications peuvent être adoptées sur validation du délégué qui peut, s'il le souhaite, solliciter un vote des chefs d'équipe présents. Dans ce cas, la modification est adoptée avec l'approbation des 2/3 des équipes participantes. Si une modification apportée se révèle ultérieurement non réalisable, le délégué peut décider de ne pas mettre en place ladite modification et prévient le cas échéant les chefs d'équipes.

1.6. DOPAGE

Document de référence : Plan Fédéral de Prévention Dopage adopté par le Comité Directeur National de la FFESSM. La liste des substances interdites est actualisée chaque année et consultable sur le site de l'agence française de lutte contre le dopage (AFLD) :

<https://ressources.aflld.fr/liste-des-substances-et-methodes-interdites/>

1.6.1. Obligations du sportif

- Le sportif doit toujours s'assurer, avant de quitter une compétition, qu'il n'est pas désigné pour le contrôle antidopage.
- Le refus de signer la notification ou de se présenter à un contrôle fera l'objet d'un constat de carence et le sportif sera sanctionné conformément à la législation et la réglementation en vigueur (sanction encourue : jusqu'à 4 années de suspension).
- En cas d'autorisation accordée pour usage de substances interdites à des fins thérapeutiques (formulaire AUT de l'AFLD - <https://sportifs.aflld.fr/effectuer-une-demande-daut/>), celle-ci doit être remise au délégué antidopage de la compétition avant le début des épreuves. Il est rappelé que cette autorisation doit être préalablement déposée auprès de l'AFLD et que cette dernière dispose de maximum 30 jours pour autoriser ou pas la prise d'une substance interdite. Le sportif doit disposer, en sus de l'AUT, du double de l'ordonnance médicale de son traitement complet et présenter un justificatif d'identité.
- Si le sportif contrôlé est un mineur ou un majeur protégé, tout prélèvement nécessitant une technique invasive, notamment un prélèvement de sang, ne peut être effectué qu'au vu d'une autorisation écrite de la ou des personnes investies de l'autorité parentale ou du représentant légal de l'intéressé remise lors de la prise ou du renouvellement de la licence. L'absence d'autorisation est constitutive d'un refus de se soumettre aux mesures de contrôle. Un représentant du sportif doit être identifié pour assister obligatoirement aux opérations de contrôle (cf. article 22.2.8)

Ces obligations doivent être rappelées par le délégué fédéral antidopage avant le début des compétitions notamment lors de la réunion des chefs d'équipes.

1.6.2. Obligations de l'organisateur

- L'organisateur doit identifier un délégué fédéral antidopage de la compétition
- Il doit mettre à la disposition de l'agent de contrôle missionné par l'AFLD des locaux dédiés aux contrôles anti dopage et qui doivent comprendre :
 - ◆ Un espace qui servira de salle d'attente
 - ◆ Des toilettes et un lavabo réservés ou isolés de tout contact extérieur (lavage à l'eau claire exclusivement / usage du savon ou autre interdit)
 - ◆ Un bureau ou local fermé avec table et chaises pour entretien médical, (qui doit pouvoir être confidentiel). Si le bureau ne ferme pas à clef, le délégué antidopage de la compétition devra organiser, en lien avec l'agent de contrôle, un dispositif permettant d'assurer en permanence la surveillance des flacons prélevés.
- L'accès au poste de contrôle doit être fléché
- Des bouteilles d'eau cachetées doivent être mises à disposition des sportifs qui seront désignés pour le contrôle

1.6.3. Obligations du délégué fédéral antidopage

- Le délégué fédéral antidopage veille au bon déroulement du contrôle en assistant la personne chargée du contrôle. Il facilite les relations entre l'organisateur, les sportifs et le préleveur.
- Le délégué fédéral antidopage désigne les escortes mises à la disposition de la personne chargée du contrôle anti-dopage.
- La personne contrôlée doit être accompagnée dans tous ses déplacements par la personne chargée du contrôle ou par une escorte. L'escorte doit être du même sexe que la personne contrôlée.
- Le délégué fédéral antidopage est tenu, le cas échéant et à la demande de la personne chargée du contrôle, de participer à la désignation des sportifs à contrôler et d'assister celle-ci dans le déroulement des opérations de contrôle.

1.6.4. Obligations des juges

- Tout juge souhaitant officier en compétition nationale devra avoir suivi, au préalable la formation AFLD "Escort antidopage" et avoir transmis au responsable national des juges son diplôme de réussite.

1.7. COLLÈGE DES JUGES

1.7.1. Généralités

Pour les compétitions nationales, le collège des Juges est constitué par le RNJ et/ou le RNAJ. Une réunion de préparation aura lieu en amont de chaque compétition en coordination avec le juge arbitre et le RNJ et/ou RNAJ.

Pour les compétitions régionales et départementales, le juge arbitre est entièrement responsable de la préparation du collège des Juges.

Le juge arbitre est responsable du déroulement des épreuves.

Les membres du collège des juges doivent posséder leurs équipements personnels tel que précisé sur la convocation. Ils doivent fournir leur licence à chaque compétition. Ils doivent se présenter en tenue blanche exempte de tout signe distinctif. Seuls les logos fédéraux ou des organes déconcentrés sont autorisés.

Les juges doivent rester à leur poste jusqu'à la fin de la mission qui leur a été confiée.

Les régions pourront adapter le collège des juges lors de leurs différentes compétitions en fonction des effectifs de juges présents.

1.7.2. Mission du collège des juges

- Juger de manière intègre et impartiale
- Assurer le bon déroulement de la compétition
- Participer à la mise en place et à la dépose de l'ensemble du matériel de chronométrage

1.7.3. Composition du collège des juges

Suivant l'importance de la compétition, le juge arbitre déterminera le nombre de juges réellement nécessaires au bon déroulement des épreuves.

Lors des compétitions nationales et CMAS sur le sol français, ce nombre sera déterminé par la CNNP.

	PISCINE	EAU LIBRE
Juge arbitre	1	1
Juge arbitre adjoint	1 (facultatif)	0
Juge technique	1	1
Secrétaire	1	1
Chef du bureau des performances	1	1
Juge de départ (starter)	1	1
Juge de pré-départ (chambre d'appel)	1	1
Chronométreur chef	1	1
Chronométreur par ligne d'eau, ou par course	1	1
Juge d'arrivée	2	1
Juge de virage ou juge aux bouées	1 pour 4 lignes	2 par bouée

Juge de style	2	1
Juge-Informateur	1	1
Juge vidéo	1	0

Les postes de juges peuvent être cumulés de la façon suivante :

Piscine :

- Juge de départ et Juge d'arrivée
- Juge de style et Juge de virage et Juge de 15m
- Juge informateur et Chef du bureau des performances et Secrétaire
- Juge technique et autre poste de Juge après vérification du matériel
- Juge arbitre adjoint et Juge d'arrivée

Eau Libre :

- Juge arbitre et juge de départ et Juge d'arrivée
- Chronométrateur et juge de pré départ et juge d'arrivée
- Juge technique et autre poste de Juge après vérification du matériel
- Juge informateur et Chef du bureau des performances et Secrétaire

En cas d'utilisation d'un système automatique de contrôle de passage de bouées, il n'y aura pas nécessité de désigner un juge aux bouées.

En cas de mise en place d'un système d'assistance vidéo à l'arbitrage officiel couvrant l'arrivée des nageurs, la présence de juges d'arrivée n'est pas nécessaire. L'organisateur, national, régional ou départemental détermine si la présence des juges d'arrivée est indispensable.

1.7.4. Le juge arbitre

Le juge arbitre est au minimum titulaire du diplôme de juge fédéral 2e degré pour les compétitions nationales et minimum 1er degré pour les compétitions régionales.

Il est désigné par la CNNP, la CRNP ou le CODEP selon le cas.

Pour les compétitions nationales, le juge arbitre est nommé par la CNNP.

Il a autorité sur l'ensemble des concurrents, chefs d'équipes et juges et doit veiller au bon déroulement de la compétition.

Il soumet au délégué toute question litigieuse pour laquelle aucune disposition précise n'est prévue dans le règlement sportif.

Il a le droit de disqualifier un concurrent pour non-respect du règlement ou de l'éliminer des épreuves restantes pour attitude non conforme à l'esprit sportif.

Lors d'une disqualification, il veille à en notifier le motif exact et à le communiquer au juge informateur.

Il met en place tous les juges et prend toute disposition nécessaire à un parfait déroulement des épreuves. Il peut à tout moment mettre en place un juge remplaçant dans le cas où le juge prévu est absent ou incapable de remplir sa mission.

Avant chaque compétition, il doit animer la réunion technique si celle-ci est prévue.

Pendant et après la compétition, d'autres réunions techniques peuvent avoir lieu. Ces réunions doivent être annoncées à l'avance.

En cas d'absence d'un juge arbitre adjoint, il reprend toutes ses missions.

De plus, le juge arbitre :

- Intervient auprès du délégué, pour suspendre ou annuler les compétitions si le lieu, les conditions météorologiques, les installations ou l'équipement ne répondent pas aux exigences des règlements ou de sécurité
- Exclut de l'enceinte de compétition un concurrent, un chef d'équipe, un membre du collège des juges et toute autre personne pour incivilité ou propos diffamatoires. Cette décision qui devra être prise conjointement avec le délégué de la compétition sera signifiée à l'exclu en précisant la durée de son éviction. Cette décision sera enregistrée sur le protocole de la compétition.
- Autorise un nageur à reprendre la compétition après présentation d'un certificat médical

Le juge arbitre fait un rapport qu'il communique au Président de la CNNP ou CRNP, au Responsable national des juges et au Délégué de la compétition.

Après chaque épreuve, il valide les résultats et les transmet au bureau des performances.

1.7.5. Le juge arbitre adjoint

La présence d'un juge arbitre adjoint est facultative.

Il remplace le juge arbitre en cas d'absence.

Il déclenche le chronomètre visualisant le temps de préparation au signal (3 coups de sifflet)

Il donne le contrôle du départ au juge de départ après s'être assuré que les membres du Collège des Juges sont en place et prêts.

Il signale tout faux départ au juge de départ

Il contrôle le passage des relais

En cas de désaccord, les avis respectifs du juge de départ et du juge arbitre adjoint sont remontés au juge arbitre. C'est le juge arbitre qui prendra la décision finale après concertation avec le juge de départ et le juge arbitre adjoint.

Il coordonne l'évacuation du bassin.

1.7.6. Le juge technique

Il est de niveau juge fédéral 1er degré avec spécificité Technicien en Inspection Visuelle (TIV) (pour les compétitions piscine).

Il contrôle si les équipements individuels sont conformes aux règlements en vigueur. Il peut confier le contrôle du matériel d'immersion à un autre TIV.

1.7.7. Le secrétaire

Il prépare tout le matériel de secrétariat ainsi que la documentation nécessaire pour la compétition.

Il rédige les procès-verbaux des réunions techniques, des autres réunions du Collège des Juges, ainsi que la ou les fiches d'homologation individuelles et/ou relais de Record de France ou Meilleure Performance Française.

Il reçoit les réclamations des chefs d'équipes et en informe le juge arbitre.

Lorsqu'il n'existe pas de bureau de presse particulier, et sur autorisation du délégué, il transmet à la presse toutes les informations techniques concernant la compétition.

Il transmet au juge arbitre les résultats pour signature.

Il affiche les résultats transmis par le bureau des performances, au plus tard, à chaque fin de session.

1.7.8. Le juge de départ

Dans le cadre des compétitions nationales, le juge de départ est au minimum titulaire du diplôme de juge fédéral 2e degré.

Pour les compétitions nationales, le juge de départ est nommé par la CNNP. Il est responsable de la transmission du signal de départ.

Il a entière autorité sur les concurrents à partir du moment où le juge arbitre adjoint lui en a remis le contrôle, et ce jusqu'au début de chaque épreuve.

Il décide si le départ d'un concurrent est en conformité avec les exigences de la réglementation.

Il ne reçoit ses ordres que du juge arbitre ou du juge arbitre adjoint. Il signale tout faux départ au juge arbitre adjoint ou au juge arbitre.

Il contrôle le passage des relais.

Il participe à l'évacuation du bassin après l'arrivée.

En cas de désaccord, les avis respectifs du juge de départ et du juge arbitre adjoint sont remontés au juge arbitre. C'est le juge arbitre qui prendra la décision finale après concertation avec le juge de départ et le juge arbitre adjoint.

Il a le droit de sanctionner tout concurrent dont la conduite est contraire à l'esprit sportif (retardement du départ, gêne des autres concurrents, etc.) en le disqualifiant.

Il peut interrompre à n'importe quel moment la procédure de départ, pour temporiser en cas d'incident de quelque nature qu'il soit.

L'emplacement du Juge de départ doit être choisi de façon :

- À voir l'ensemble des plots de départ
- À ce que les chronométreurs et les concurrents puissent l'entendre

1.7.9. Le chef du bureau des performances

Il est responsable du dépouillement rapide et exact des résultats des compétitions.

Il veille à la cohérence entre les résultats du chronométrage électronique, du chronométrage manuel, du verdict des juges d'arrivée.

Il coordonne la manipulation du chronométrage électronique. Il vérifie les performances, signale les nouveaux records et les fait inscrire dans le protocole.

Il veille à ce que l'ensemble des décisions prises soit porté dans le protocole.

Il contrôle l'exactitude du protocole et le transmet pour signature au juge arbitre.

Il transmet au secrétaire l'ensemble des résultats, course par course.

Il transmet au juge informateur les résultats concernant les podiums et les compositions des finales.

1.7.10. Le juge de pré départ

Il organise la chambre d'appel.

Il reçoit les concurrents, appelés par le juge informateur, pour chacune des épreuves.

Il vérifie si leur équipement a été contrôlé par le juge technique et peut éventuellement réaliser le contrôle.
Il interdit l'accès de la chambre d'appel aux chefs d'équipes et entraîneurs.
Lorsque l'organisation de la compétition le prévoit, il remet à chaque concurrent sa fiche de chronométrage et celui-ci la remettra aux chronométreurs affectés à sa ligne.
Il conduit les concurrents jusqu'au point de départ.
En eau libre, il remet au secrétaire la liste d'émargement et informe les chronométreurs des éventuels forfaits.
En coordination avec le juge informateur, le juge arbitre et le délégué, il prépare les nageurs pour les cérémonies protocolaires.

1.7.11. Le chronométreur chef

Avant le début de la compétition, il fait procéder, avec le juge de départ, à un essai des chronomètres d'une durée de 3 minutes.
Il attribue les lignes aux chronométreurs en fonction des résultats de l'essai (si possible, 1 chronométreur fédéral minimum par ligne d'eau).
Il reçoit de tous les chronométreurs les fiches de chronométrage, vérifie les temps et les chronomètres lorsque cela est nécessaire et remet l'ensemble des fiches au juge arbitre adjoint.
Le chronométreur chef surveille chaque chronométreur et prend des temps de contrôle. Il doit être en mesure de suppléer un chronométreur en cas de matériel défaillant.

1.7.12. Le chronométreur

Il vérifie la concordance entre la fiche de chronométrage et le compétiteur qui se trouve sur le plot de départ.
Il peut aider un nageur à se mettre debout sur le plot.
Lors des courses de 50m, le chronométreur signalera ~~au juge informateur~~ **au chef chronométreur**, en levant le bras, toute erreur d'attribution de ligne d'eau.
Il relève les temps des concurrents.
Le chronométreur démarre son chronomètre au signal de départ et l'arrête lorsque le concurrent touche le mur d'arrivée ou franchit la ligne.
Sauf indication contraire liée à l'absence d'une fiche par nageur, immédiatement après l'épreuve, il doit inscrire le temps relevé sur la fiche de chronométrage qu'il remet au chronométreur chef en lui présentant son chronomètre pour contrôle.
Il ne doit pas remettre son chronomètre à zéro avant que le chronométreur chef ou le juge arbitre adjoint ne lui ait signifié le signal "chronomètre à zéro".
Une fois le nageur debout et stabilisé, il est autorisé à donner la bouteille d'IS au nageur si celui-ci le souhaite.
Il contrôle si le concurrent a effectué son virage (du côté du bassin où il se trouve) suivant les règles en vigueur. Il est responsable de l'enregistrement des temps intermédiaires sur la fiche de chronométrage.
Pour les distances supérieures à 400m, le chronométreur doit indiquer au nageur le dernier 100m qui lui reste à parcourir.
En piscine, le chronométreur signale au juge arbitre tout contact de bouteille avec le bord du bassin dans sa ligne d'eau ainsi que tout changement de ligne d'eau. La disqualification sera alors prononcée par le juge arbitre.
~~En Eau libre, les chronométreurs de la course font l'appel et font signer la feuille de course. À la fin de l'épreuve, les juges doivent signer la feuille de course et la remettre au juge arbitre.~~

En eau libre, lorsque le chronométrage est électronique, ce dernier remplace les chronométreurs.

1.7.13. Les juges de style

Pour les compétitions nationales, ils sont au minimum au nombre de deux et sont placés de chaque côté du bassin.

Ils sont de niveau juge fédéral 2ème degré ou ayant été formé à la fonction de juge de style.

Ils doivent vérifier que les règles concernant le style de nage sont bien observées.

Ils surveillent également les lignes des 15m lors des départs et après chaque virage à moins que des juges de virage aient été désignés spécifiquement.

Après concertation, ils enregistrent la (ou les) disqualification(s) éventuelle(s) sur la fiche spécifique, portent la raison de la disqualification, la signent et la transmettent au juge arbitre.

1.7.14. Les juges d'arrivée

Ils sont au nombre de deux.

Ils sont placés de manière adéquate en surplomb de la ligne d'arrivée afin d'avoir à tout moment une bonne visibilité sur les couloirs de nage et sur la ligne d'arrivée. Ils fixent l'ordre d'arrivée. Ils contrôlent le passage des relais.

Sauf indications contraires liées à l'absence d'une fiche par nageur, ils établissent le classement des concurrents à chaque série et le transmettent au chronométreur chef.

Lorsqu'un système d'assistance vidéo à l'arbitrage officiel est mis en place, ce dernier remplace les juges d'arrivée.

En eau libre, lorsque le chronométrage est électronique, ce dernier remplace les juges d'arrivée.

1.7.15. Les juges de virages

Ils sont placés du côté opposé à la plage de départ.

Ils ont pour mission de contrôler si le concurrent a effectué son virage suivant les règlements en vigueur. Ils signalent au juge arbitre le contact de bouteille avec le bord du bassin ainsi que tout changement de ligne dans les lignes d'eau qui leur sont attribuées.

Lorsqu'un système d'assistance vidéo à l'arbitrage officiel est mis en place, ce dernier remplace les juges de virages.

1.7.16. L'informateur

Aucun diplôme de juge n'est requis pour être informateur.

Il doit appeler les concurrents ou les équipes, et les présenter au public.

Il doit annoncer les résultats quand ceux-ci ne sont pas inscrits au tableau d'affichage et les records et MPF et, en particulier, annoncer toute disqualification qui lui sera signalée par le juge arbitre.

Il doit assurer le reportage des épreuves d'une manière intéressante.

Il annonce la composition des finales, et il participe à la remise des récompenses.

1.7.17. Le juge vidéo

Il est présent lorsque l'assistance vidéo à l'arbitrage est présente et est de niveau juge fédéral 2ème degré.

Lorsqu'un faux départ ou une immersion supérieure à 15m est signalée, il confirme ou infirme la décision avec l'aide de l'assistance vidéo à l'arbitrage.

1.8. RÉSULTATS DES ÉPREUVES

1.8.1. Classement

Le classement est fait dans chaque épreuve séparément pour chaque sexe et catégorie.

Si le classement se fait "toutes catégories", la catégorie de chaque nageur doit être signalée dans le protocole.

Les méthodes de classement doivent être portées dans le règlement de la compétition.

1.8.2. Protocole

Durant chaque session, les résultats sont affichés, au plus tard, à la fin de chaque session dans un lieu connu de tous les chefs d'équipes, ils doivent comporter la date et l'heure de signature.

Après chaque compétition, le protocole, établi à l'issue de la compétition, doit émaner du logiciel de traitement des résultats de la CNNP.

La CNNP ou la CRNP mettra en ligne, au format PDF, le protocole complet de chaque compétition. Le protocole doit contenir :

- Le type, la date et le lieu de la compétition
- La description du lieu de compétition (nom du complexe sportif, de la base de loisir, etc..)
- Le nom de l'organisateur
- Les épreuves prévues dans l'ordre de la compétition
- Le nom du délégué de la CNNP ou CRNP
- La liste des clubs participants (avec numéro FFESSM, sigle et le nombre de participants du club)
- La liste des chefs d'équipe
- La composition exacte du Collège des Juges comprenant Nom, Prénom (en entier), le numéro et le nom du club
- Les résultats : nom, prénom, année de naissance de chaque nageur (éventuellement sa catégorie), équipe ou club, temps intermédiaires, temps final, nombres de points marqués à la table de cotation, décisions sur les classements, records et meilleures performances
- Mention des disqualifications, abandons ou forfaits (le cas échéant)
- Pour les courses de relais : nom des relayeurs dans l'ordre de participation et temps intermédiaires
- Le lieu et la date de la compétition doivent apparaître en "en-tête" de chaque page des résultats

1.8.3. Récompenses

Elles peuvent être remises sous forme de médailles, de certificats, de diplômes, de plaques, de cadeaux souvenirs, de coupes et de challenges.

1.8.4. Titre de Champion

Un seul titre de champion de France peut être délivré par saison sportive, par discipline, par épreuve et par catégorie d'âge.

Le titre de "Champion de France" peut être attribué pour chaque épreuve inscrite au programme des Championnats de France selon les catégories définies par le règlement :

- Épreuve individuelle : qu'au moins 6 sportifs soient classés dans la catégorie
- Épreuve par équipe (relais) : qu'au moins 4 équipes soient classées dans la catégorie

1.8.5. Cérémonies protocolaires, podiums des championnats de France et autres compétitions nationales

La présence aux cérémonies protocolaires est obligatoire. En cas d'absence le club devra régler une amende de 250€ par nageur absent.

Par équipe, seuls les compétiteurs classés de l'équipe peuvent monter sur le podium.

Les sportifs doivent porter la tenue de la structure qui les envoie à la compétition nationale (club, SCA, département ou région).

L'exhibition des matériels sportifs avec les marques des sponsors peut être autorisée pendant la remise des médailles et/ou les prises de photos officielles sous réserve d'autorisation par l'organisateur.

1.9. SPORTIFS ÉTRANGERS

1.9.1. Sportif étranger licencié FFESSM

Un sportif étranger licencié à la FFESSM peut participer aux compétitions de l'animation fédérale, figurer au classement numérique national de la discipline et accéder au podium d'un championnat national, régional ou départemental à la condition de respecter les principes de sélection et les conditions de participation définies au §1.5.1 dans le règlement particulier de la discipline considérée et/ou dans le règlement de la compétition.

Épreuves individuelles :

Dans les disciplines et les épreuves individuelles, bien que figurant au classement officiel du championnat considéré, le sportif n'étant pas de nationalité française, ce dernier ne peut pas se voir décerner un titre de champion de France, vice-champion de France ou médaillé de bronze. Idem pour les championnats régionaux ou départementaux. **Les médailles sont décernées sur la base du classement des sportifs de nationalité française.** Il ne pourra pas être détenteur d'un record de France, ou d'une meilleure performance française.

Épreuves collectives :

Le nombre de sportifs étrangers composant une équipe de club, un relais de club, une équipe multi-clubs ou une équipe départementale ou régionale est limitée à 1 nageur maximum. L'équipe ou le relais dont la composition intègre 1 sportif étranger peut se voir décerner un titre de champion de France, de champion régional ou de champion départemental.

1.9.2. Sportif étranger non licencié FFESSM

La participation aux compétitions de nage avec palmes des étrangers non licenciés à la FFESSM n'est possible que sur invitation de l'organisateur et sous réserve d'acceptation par le président de la CNNP.

Dans ce cas le nageur étranger doit :

- Être en possession d'une pièce d'identité en cours de validité
- Être en possession d'une licence d'appartenance à sa fédération nationale (à condition que celle-ci soit reconnue par la CMAS) ou à défaut d'une licence CMAS
- Être en possession d'un certificat médical de non contre-indication à la pratique de la nage avec palmes en compétition établi depuis moins de 1 an
- Être en possession d'une assurance responsabilité civile garantissant les conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers et d'une assurance individuelle accident. À défaut, l'organisateur devra fournir un Open Pass FFESSM.

1.10. SPORTIFS INVITÉS

Sont qualifiés de sportifs invités :

- les sportifs d'une catégorie d'âge non prévue au règlement spécifique de la compétition
- les sportifs étrangers non licenciés à la FFESSM
- les sportifs licenciés d'une autre fédération française délégataire
- les sportifs invités par la Président de la Commission Nationale Nage avec Palmes ou le DTN
- Les sportifs participant à un examen ou concours organisé sous l'autorité de l'État

Un sportif invité non licencié FFESSM doit :

- Être en possession d'une pièce d'identité en cours de validité
- Être en possession d'un certificat médical de non contre-indication à la pratique de la nage avec palmes en compétition établi depuis moins de 1 an
- Être en possession d'une assurance responsabilité civile garantissant les conséquences pécuniaires des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers et assurance individuelle accident. À défaut, l'organisateur devra fournir un Open Pass FFESSM
- Le cas échéant : être en possession de sa licence fédérale

Le cas échéant, un sportif « invité » n'a pas l'obligation de satisfaire les conditions de sélection à la compétition à laquelle il est invité.

En fonction de la nature de la compétition (championnat, sélectif ou autre), le sportif invité pourra être soit :

- classé
- classé, mais avec l'application de restrictions d'accès aux finales (pas d'accès aux finales, ou quotas)
- non classé (= Hors Concours)

Le règlement spécifique de la compétition devra préciser le statut des invités.

Un sportif invité ne peut pas se voir décerner un titre de champion de France, vice-champion de France ou médaillé de bronze. Idem pour les championnats régionaux ou départementaux.

Pour les non licenciés FFESSM : Il ne pourra pas être détenteur d'un record de France, ou d'une meilleure performance française.

1.11. TRANSFERTS

La demande ou le renouvellement d'une licence est une démarche individuelle et volontaire. Ils ne peuvent être initiés par le club sans l'accord de l'intéressé.

En cas de déménagement d'un athlète au cours de la saison sportive à plus de 50km de son domicile, il peut, après accord des deux présidents de club et du président de la FFESSM, effectuer un transfert pour un club plus proche de son domicile. Un seul transfert est autorisé par saison sportive.

1.12. ASSISTANCE VIDÉO À L'ARBITRAGE

L'assistance vidéo à l'arbitrage ne peut être utilisée qu'avec un système homologué par la Fédération Française d'Études et de Sports Sous-Marins (FFESSM). Elle est considérée comme une aide à l'arbitrage et ne remplace en aucun cas la décision humaine.

L'utilisation de l'assistance vidéo à l'arbitrage est ~~strictement~~ réservée aux cas de réclamation officielle **ou pour vérifier une faute avant l'officialisation des résultats**. Le délégué est autorisé à faire appel au **juge vidéo** pour le visionnage de la vidéo afin de faciliter la prise de décision. Lors du visionnage de la vidéo, l'utilisation du ralenti et de l'option "image par image" est permise pour une analyse plus précise.

En cas de réclamation, l'assistance vidéo à l'arbitrage ne sera pas utilisée si la vidéo n'est pas exploitable ou ne permet pas de prendre une décision claire. Dans ce cas, la décision de ne pas utiliser l'assistance vidéo doit être justifiée par le délégué.

Les vidéos générées par l'assistance vidéo à l'arbitrage demeurent la propriété de la FFESSM. Elles ne peuvent être visionnées que par les personnes autorisées par le délégué, même en cas de réclamation, et même à l'issue de la compétition. En dehors du contexte de compétition, la FFESSM peut utiliser les vidéos à des fins pédagogiques.

2. PARTICULARITÉS DES COMPÉTITIONS PISCINE

2.1. GÉNÉRALITÉS PISCINE

2.1.1. Participants

Les compétitions sont ouvertes aux clubs et à tout licencié répondant aux critères de participation définis dans le règlement des compétitions.

2.1.2. Épreuves

Les distances officielles sur lesquelles se disputent les compétitions de nage avec palmes sont les suivantes (aussi bien pour les hommes (H) que pour les femmes (F), mais aussi dans le cas des relais mixtes (X)) :

Surface (SF)	50m, 100m, 200m, 400m, 800m, 1500m, 4x100m, 4x200m Hommes et Femmes 4x50m Hommes, Femmes et Mixte* (* uniquement pour les masters)
Immersion Scaphandre (IS)	100m, 200m, 400m
Apnée (AP)	50m (sauf poussins, benjamins et minimes)
Bipalmes (BI)	50m, 100m, 200m, 400m 4x100m Mixte
Surface-Bipalmes (SB)	4x100m Mixte

Épreuves ne donnant pas lieu ni à des RF ni à des MPF

De variantes de l'épreuve officielle X SB peuvent exister avec une composition uniquement masculine ou féminine (relais H SB ou F SB). Ces épreuves porteront le sigle AN (Animation Nationale) afin qu'elles soient distinguées de l'épreuve officielle SB.

D'autres formats d'épreuves sont possibles uniquement au niveau départemental et régional. Par exemple, 25m surface, 25m apnée (sauf poussins, benjamins et minimes), 25m bipalmes, 800m IS et Mile marin.

Programme des Championnats et compétitions

Le programme d'épreuves de chaque championnat ou compétition est défini dans le règlement spécifique de la compétition. La CNNP peut modifier le programme lorsque les circonstances l'exigent.

2.1.3. Le pré-départ

Les nageurs doivent être équipés de leur combinaison avant d'entrer dans la chambre d'appel et devront être équipé de leurs bonnet et lunette en sortant de la chambre d'appel, afin qu'ils aient simplement à s'équiper de leurs bipalmes ou monopalme une fois arrivés sur la plage de départ de la piscine.

Les entraîneurs et les accompagnateurs ne sont pas autorisés à circuler dans la chambre d'appel, et sur les plages de départ de la piscine, sous peine d'être exclus de la compétition.

Seul le juge arbitre peut autoriser l'entraîneur ou le chef d'équipe à intervenir en cas de problème technique.

Si un nageur arrive dans la chambre d'appel après que le juge arbitre ait décidé que les nageurs de la série doivent se rendre sur la plage de départ, celui-ci ne sera pas autorisé à y accéder et ne pourra pas prendre le départ.

Une fois arrivés sur la plage de départ de la piscine, les nageurs s'assoient sur les chaises correspondantes et attendent le signal du juge arbitre (ou du juge arbitre adjoint en son absence) pour se préparer et s'équiper de leurs bipalmes ou monopalme.

2.1.4. Le départ

Pour le départ avec des bipalmes, les palmes du nageur devront être placées non décalées sur une ligne parallèle au bord du plot de départ.

Le plongeon de départ s'effectue obligatoirement d'un plot. Toutefois pour les masters, et afin d'éviter qu'ils fassent appel à l'aide des juges pour monter sur les plots, il est autorisé que le départ ait lieu à partir du bord de la piscine ou dans l'eau (auquel cas le nageur doit maintenir le contact avec le mur ou le plot de la piscine jusqu'au signal du départ).

Lorsque tous les nageurs seront arrivés sur la plage de départ, le juge arbitre signale aux nageurs par une série de coups de sifflet brefs le début du temps de préparation d'une minute et quinze secondes.

Un décompte de temps, visible de tous, sera positionné sur le bord du bassin.

Le départ peut être donné avant la fin du décompte si tous les nageurs sont prêts.

Avant la fin de cette période, en cas de casse matérielle (lunettes, tuba ou palme, claquage d'un joint de bouteille d'immersion) le nageur peut demander le remplacement de son équipement défaillant par un signe de la main à l'intention du Juge arbitre. Celui-ci pourra suspendre la procédure de départ et autorisera le chef d'équipe à remédier rapidement à la défaillance matérielle.

Par un long coup de sifflet du juge arbitre, les nageurs se mettent debout sur le plot et y restent. S'ils le souhaitent, les nageurs peuvent être déjà debouts sur le plot avant le long coup de sifflet. Les nageurs et officiels sont prêts pour le départ.

Le juge arbitre adjoint doit faire un geste vers le juge de départ, avec le bras tendu pour indiquer que les nageurs sont sous le contrôle du juge de départ et doit maintenir cette position jusqu'à ce que le départ ait été donné.

À la commande "à vos marques" du juge de départ, ils prennent immédiatement la position de départ et s'immobilisent.

Si un ou des nageurs bougent avant le signal de départ, il(s) sera(ont) disqualifié(s).

Lorsque tous les nageurs sont immobiles, le juge de départ donne le signal de départ (coup de sifflet, ou signal électronique).

Le juge de départ peut donner le départ s'il juge qu'un nageur retarde exagérément sa mise en position.

La procédure de départ s'interrompt par le commandement oral : "Arrêt de la procédure de départ, relevez-vous". Toute procédure de départ interrompue doit être reprise à partir du coup de sifflet long du Juge arbitre adjoint. Ceci doit être signalé aux nageurs.

2.1.5. Séries avec classement au temps

Pour les compétitions en piscine, les épreuves sont réparties en séries.

Le temps d'engagement qui figure sur la fiche de chronométrage ne peut pas être meilleur que le meilleur des temps réalisés par le nageur au cours de l'année sportive.

La répartition des lignes d'eau s'effectue de manière à ce que le concurrent le plus rapide ou l'équipe la plus rapide soit placé dans la ligne d'eau centrale si le nombre des lignes d'eau est impair, ou dans la ligne d'eau située à droite du centre si le nombre des lignes d'eau est pair. (La ligne d'eau n°1 se trouve à droite lorsqu'on regarde le bassin depuis la plage de départ). Le concurrent dont la performance se situe immédiatement après celle du premier, prend place à sa gauche. Les autres concurrents dont les temps sont successivement supérieurs, prennent place alternativement à droite puis à gauche. Les concurrents avec des temps d'engagement identiques sont placés dans des lignes d'eau selon la formule précitée par tirage au sort.

Lors des courses de 50m ou de mille marin l'inversion de l'alternance droite gauche peut être envisagée. On pourra alors placer le nageur le plus rapide à gauche de la ligne médiane du bassin.

2.1.6. Séries éliminatoires

On détermine d'abord le nombre des séries (en fonction du nombre de concurrents et le nombre de lignes d'eau du bassin).

Pour toutes les séries sauf les trois dernières on applique la méthode de composition de séries avec classement au temps

Pour les trois dernières séries on procède comme suit :

- L'équipe ou le concurrent le plus rapide est placé dans la dernière série
- L'équipe ou le concurrent ayant le deuxième temps est placé dans l'avant-dernière série
- L'équipe ou le concurrent ayant le troisième temps est placé dans l'antépénultième série
- Le quatrième temps va dans la dernière série et ainsi de suite

Pour chaque série, l'attribution des lignes d'eau est faite comme pour les séries avec classement au temps.

2.1.7. Finales

L'attribution des lignes d'eau est faite d'après les temps obtenus lors des séries qualificatives.

Pour la qualification en finale, une épreuve de classement, appelée "swim-off", peut être organisée pour départager 2 concurrents ayant le même temps.

Si dans une même épreuve, plusieurs concurrents ont le même temps au centième, ils sont classés à égalité dans le protocole de résultat.

2.1.8. Détermination des temps et des classements

L'enregistrement du temps s'effectue lorsqu'une partie du corps atteint le mur de la piscine. Lorsqu'il y a un système de chronométrage électronique donnant les temps et les classements, c'est celui-ci qui prime sur tout chronométrage manuel.

Quand il existe des installations de chronométrage électronique donnant le temps au centième de seconde, les temps relevés électroniquement décident de l'ordre de classement.

Dans le cas d'une défaillance du chronométrage électronique, c'est le chronométrage manuel qui est pris en considération pour la série concernée.

Tout temps enregistré avec l'intervention d'un juge est considéré comme temps manuel.

Lorsque le temps d'un même concurrent est relevé par deux chronométreurs, c'est le moins bon des deux temps qui est pris en considération.

Lorsque le temps d'un même concurrent est relevé par trois chronométreurs. Si deux chronométreurs donnent le même temps et que le troisième est différent, c'est le temps des deux chronométreurs qui est retenu comme temps officiel.

Lorsque les trois chronomètres donnent des temps différents, c'est le temps intermédiaire qui est retenu comme temps officiel.

Lorsque le temps relevé par les chronométreurs ne correspond pas à la décision du juge d'arrivée et lorsque le temps du second concurrent est meilleur que celui du premier, on attribue alors au premier et au second concurrent un temps correspondant à la moyenne des temps relevés pour chacun d'eux. Les concurrents seront exæquo.

Les décisions des juges d'arrivée sont sans appel dans la mesure où elles sont unanimes.

On inscrit alors dans le protocole "VJA" derrière le temps. Si les décisions des juges d'arrivée ne sont pas unanimes, c'est le juge arbitre qui décide du classement ; on inscrit alors dans le protocole la mention "VJC" derrière le temps.

Dans le cas où les juges d'arrivée sont remplacés par un système d'assistance vidéo à l'arbitrage officiel, le juge arbitre détermine le classement à l'aide des images obtenues. En cas d'impossibilité de déterminer un classement, les deux nageurs sont classés exæquo et leur temps final correspond à la moyenne des temps manuels réalisés.

Les temps intermédiaires sont à relever au premier 50m (**bassin de 25 m ou 50 m équipé d'un chronométrage électronique aux deux extrémités**), puis à chaque 100m. Les temps intermédiaires 50m le cas échéant, 100m, 200m, 400m, 800m doivent être notés dans le protocole.

Les temps intermédiaires peuvent être homologués dans le cas d'un nouveau record, à condition que le nageur parcourt la totalité de la distance sans disqualification.

Le temps du premier relayeur peut être retenu comme temps officiel. Sa performance ne sera pas annulée par une disqualification de son équipe pour des fautes survenues après qu'il ait achevé son parcours.

Dans les courses de relais, les temps intermédiaires devront être notés et apparaître au protocole.

2.1.9. Obligations des concurrents

À l'appel de son nom, le nageur doit se présenter.

Le nageur doit installer le détendeur sur la bouteille et effectuer la mise en pression avant de quitter la chambre d'appel.

Dans toutes les compétitions, les concurrents doivent, lors des virages, avoir un contact d'une partie de leur corps ou de leur équipement (sauf la bouteille d'immersion), avec le mur vertical du bassin.

En cas de présence d'un système de chronométrage électronique, le nageur doit obligatoirement toucher la plaque lors des virages et également lors de son arrivée.

Le concurrent n'est pas disqualifié pour un mauvais virage (mur vertical du bassin non touché) s'il revient en arrière et recommence son virage de façon régulière (mur vertical du bassin touché).

Un concurrent qui change de couloir de nage pendant la course ou qui gêne un autre concurrent sera disqualifié.

Dans le cadre d'une compétition piscine, un concurrent qui perd une partie de son équipement, palme(s), tuba, matériel respiratoire pendant la course (surface, bi palmes, immersion, apnée) sera disqualifié (à l'exception des masters).

À la fin de sa course, ou en cas d'abandon le concurrent sort de l'eau en suivant les instructions du juge arbitre adjoint ou du juge de départ.

Le nageur ne doit pas s'appuyer sur les lignes d'eau, sur les bords de bassin ou sur les flotteurs servant à baliser le parcours durant les épreuves.

Toute évacuation par les plots d'arrivée disqualifiera le concurrent.

2.1.9.1. Relais

Une équipe est disqualifiée lorsque les pieds ou une partie de la palme d'un concurrent a quitté ou n'est plus en contact avec le plot de départ avant que son coéquipier n'ait atteint le mur, sauf, lorsque, s'apercevant de son erreur, le relayeur revient toucher le mur de départ. Il n'est pas obligatoire de remonter sur le plot de départ.

2.1.9.2. Nage de surface

Sur toutes les épreuves en surface, tous les nageurs (à l'exception des masters qui en sont dispensés) doivent utiliser un tuba pour respirer et ceci sur toute la distance.

La nage en immersion est uniquement permise sur une distance de 15 mètres après le départ et immédiatement après chaque virage. Le tuba ou la tête du nageur doit sortir de la surface de l'eau avant la limite des 15 mètres.

Les repères sont les suivants :

- Un repère de 20cm de large continu ou non est placé au fond de la piscine et ceci aux deux extrémités du bassin.
- Une indication facultative en surface située à un 1,5 mètre environ au-dessus de la surface de l'eau.

En dehors de ces zones, à tout moment, une partie du corps ou de l'équipement doit être émergée par rapport à la surface de l'eau.

2.1.9.3. Nage en bipalmes

Le style de nage est le crawl ventral, avec utilisation obligatoire du tuba pour respirer (à l'exception des masters qui en sont dispensés).

L'ondulation est autorisée uniquement dans la zone des 15m lors de la coulée après le départ et immédiatement après chaque virage.

2.1.9.4. Nage en apnée

L'utilisation du tuba est exclue.

Le concurrent doit, pendant l'ensemble de l'épreuve, ne jamais sortir la face **complète** de l'eau.

2.1.9.5. Nage en immersion

Les concurrents ne doivent jamais toucher les murs de la piscine ou les plaques de chronométrage électronique avec le matériel d'immersion.

Le scaphandre ne peut être ni changé ni abandonné par le concurrent pendant l'épreuve.

Hormis dans la phase dynamique du virage, le concurrent ne doit jamais sortir la face **complète** de l'eau.

Les concurrents doivent évacuer le bassin avec leur matériel d'immersion.

2.1.10. Temps qualificatifs et conditions à satisfaire

Les temps qualificatifs et les conditions à satisfaire pour les réaliser sont précisés dans le règlement des compétitions.

Tout temps d'engagement supérieur au temps de qualification, ou non réalisé lors de compétitions prévues au règlement spécifique de la compétition, est automatiquement rejeté.

Les temps d'engagement servent pour la composition des séries.

Sauf disposition contraire dans le règlement des compétitions nationales, tout engagement à un championnat de France piscine ou Eau libre sera soumis à l'obligation d'avoir nagé et avoir été classé lors du championnat régional piscine de sa région d'appartenance pour la saison en cours avant la date limite des engagements.

Le Président de la CRNP, de la région d'appartenance du nageur, peut délivrer une dérogation en cas de non-participation justifiée au cursus régional nécessaire pour se qualifier aux épreuves de niveau supérieur par l'intermédiaire du programme IntraNAP sur le site de la CCNP, avant la date limite des engagements.

Le Président de la Commission Nationale Nage avec Palmes, ou le DTN pourra délivrer une dérogation à des sportifs n'ayant pas satisfait les temps qualificatifs et les conditions à satisfaire, pour leur permettre de participer aux championnats nationaux et aux épreuves sélectives EDF.

PASSERELLE INTER-ACTIVITES

Dans le but d'encourager la polyvalence entre disciplines de la FFESSM, en particulier chez les jeunes, un compétiteur justifiant d'un niveau reconnu dans une autre discipline (attesté sur la base d'une certification fédérale ou d'une position au classement numérique national de la discipline) peut demander à participer à une compétition de sélection au Championnat de France ou directement au championnat de France dans une autre activité auprès du président de la Commission Nationale Sportive concernée. Ce dernier donne sa réponse en concertation avec son homologue représentant l'activité d'origine du compétiteur demandeur.

2.1.11. Forfaits

Les forfaits sont acceptés, sans autre formalité, seulement à condition d'avoir été déclarés par écrit au plus tard avant la publication des séries.

Durant la compétition, seule une demande écrite de forfait pour raison médicale peut être déposée, avant le début de la session concernée, auprès du **Délégué**. Dans ce cas, le sportif devra présenter un certificat de non contre-indication pour reprendre la compétition.

Un nageur déclaré forfait pour blessure lors d'une épreuve peut être remplacé, pour une épreuve de relais, par un autre nageur appartenant au même club et du même sexe.

Pour les compétitions nationales :

- Un forfait de 50€ est appliqué pour tout forfait non déclaré
- Ce forfait est majoré à 100€ pour les finales
- En cas de non-paiement immédiat, le nageur ne peut prendre le départ lors des épreuves restantes

Pour les épreuves comportant des séries et des finales, les forfaits en finale sont autorisés indépendamment de toute justification à caractère médical.

Dans toutes les compétitions, un concurrent ou une équipe ne souhaitant pas prendre part à la finale pour laquelle sa qualification est acquise doit le déclarer dans les 30 minutes suivant la proclamation de sa qualification par le juge informateur. Il sera remplacé par le concurrent classé immédiatement après lui. Ce dernier dispose de 30 minutes à compter de son intégration en finale pour déclarer forfait pour la finale s'il le souhaite.

2.1.12. Prises de temps

Aucune prise de temps réalisée en dehors d'une compétition ne pourra être homologuée.

2.1.13. Records de France

L'appellation "Record de France (RF)" concerne les catégories juniors et seniors.

Les RF ne peuvent être réalisés que lors de compétitions inscrites au calendrier national et se déroulant en bassin de 50m et avec chronométrage électronique.

En cas de réalisation d'un RF, l'organisateur doit adresser à la CNNP, dans les 8 jours, les imprimés prévus à cet effet en deux exemplaires (annexe 1 ou 2), en y joignant la fiche de chronométrage du concurrent ou du relais remplie et signée accompagnée de la restitution papier du chronométrage électronique.

L'homologation des RF se fait par la CNNP.

2.1.14. Meilleures Performances Françaises

L'appellation "Meilleure Performance Française (MPF)" est autorisée pour toutes les catégories d'âge.

Les MPF ne peuvent être réalisées que sur les distances autorisées pour chaque catégorie d'âge.

Les MPF masters en relais ne sont homologuées que lors des championnats de France ou des championnats CMAS.

Les MPF peuvent être réalisées en bassin de 25m, ou lors de compétitions inscrites au calendrier national.

En cas de réalisation d'une MPF, l'organisateur doit adresser à la CNNP, dans les 8 jours, les imprimés prévus à cet effet en deux exemplaires (annexe 1 ou 2), en y joignant la fiche de chronométrage du concurrent ou du relais remplie et signée accompagnée de la restitution papier du chronométrage électronique, le cas échéant.

L'homologation des MPF se fait par la CNNP.

La présence de trois chronométreurs par ligne d'eau, dont un doit être au minimum niveau juge fédéral 2e degré, est obligatoire pour homologuer une MPF. Dans le cas d'un temps relevé avec un chronométrage électronique, c'est le temps électronique qui est pris en compte.

Les catégories d'âge masters de la CMAS commencent avec la tranche 30-39, alors que cette tranche appartient à la catégorie senior au niveau national. Cependant, compte tenu de la sous-catégorie 30+, et afin de pouvoir présenter une liste de records nationaux ~~complète~~ lors des compétitions internationales, les meilleures performances pour la tranche d'âge 30-39 sont aussi répertoriées.

2.1.15. Record de France et Meilleures Performances Françaises hors territoire français

Tout club ou nageur qui participe à une manifestation **officielle CMAS**, hors équipe de France, et qui réalise un RF ou une MPF pourra faire homologuer cette performance en adressant par email à la CNNP, le protocole de la compétition avec la mention du nageur concerné.

3. PARTICULARITÉS DES COMPÉTITIONS EAU LIBRE

3.1. GÉNÉRALITÉS EAU LIBRE

3.1.1. Lieux

Les compétitions Eau libre se disputent en plan d'eau, bassin artificiel, rivière, lac ou en mer.

3.1.2. Style de nage

La nage en immersion est strictement interdite lors des épreuves en eau libre.

L'ondulation est autorisée sans restriction lors des épreuves en bipalmes.

3.1.3. Épreuves officielles

Les épreuves sur lesquelles sont disputés les Championnats de France Eau Libre sont définies dans le règlement des compétitions.

Le format des épreuves disputées lors des compétitions de niveau régional ou départemental est libre.

3.1.4. Relais eau Libre

Pour le relais en eau libre, la zone de passage de relais est située **après la ligne d'arrivée**, §3.1.8. C'est dans cette zone que les nageurs attendront les partenaires de leur équipe.

Quand ils s'approchent de la ligne d'arrivée, les nageurs doivent passer dans l'entonnoir d'arrivée et le traverser jusqu'à la zone de relais sous peine d'être disqualifiés.

Après être entrés dans la zone de relais, les nageurs se passeront le relais par un contact physique.

3.1.5. Course par élimination

L'aire de compétition comprend **un support de départ prévu pour accueillir de 5 à 8 nageurs** et une ligne de bouées situées à 75 ± 5 m et parallèle au **support de départ**. Les bouées doivent être peintes de couleurs différentes, par exemple, blanc et rouge, en alternance.

Les nageurs prennent le départ dans l'eau, leur main au contact du **support de départ** jusqu'au signal du départ.

La procédure de départ est la suivante : le juge annonce 1 minute, 30 secondes et, à la fin de la minute, il donne l'ordre "à vos marques". Quand les nageurs sont immobiles, il donne le signal de départ.

Les nageurs nagent jusqu'aux bouées, ils les contournent en laissant la bouée à leur gauche et reviennent au **support de départ** qu'ils doivent toucher (ou la plaque de chronométrage électronique, s'il y en a une d'installée). Chaque nageur doit tourner à la bouée qui lui correspond, sous peine de disqualification.

En cas de nage en immersion lors d'une course par élimination, le juge de style montre un carton rouge et disqualifie le nageur.

3.1.5.1 Séries

La compétition peut être organisée seulement s'il y a un minimum de 5 équipes/nageurs.

Si plus de équipes/nageurs que de couloirs engagés sur l'épreuve, il faut organiser des séries qualificatives. Les nageurs/équipes sont distribués de façon aléatoire dans des séries organisées suivant la procédure décrite dans §2.1.5. Ils nagent un seul tour et à la fin des séries les nageurs ou équipes avec les meilleurs temps sont qualifiés pour la finale.

3.1.5.2 Finales

A la fin de chaque tour un (ou deux) nageurs classés dans les dernières positions sont éliminés. Il y a un temps de repos de 1 minute, après l'arrivée du dernier nageur, à chaque tour.

Dans le cas des relais, le nageur qui reçoit le relais doit garder le contact avec le support de départ jusqu'au moment où il entre en contact avec le nageur qui lui passe le relais.

L'organisation précise des tours de la finale est donnée ci-dessous :

- **Dans le cas d'une finale à 5**, le concurrent arrivant en dernière position au **1er** et au **2^e** tour est éliminé. Les **trois concurrents restants** nagent un **3^e et dernier tour**. Tout concurrent disqualifié lors de ce dernier tour obtient la **médaille de bronze**.
- **Dans le cas d'une finale à 6**, le concurrent arrivant à la dernière place au 1er , 2ème et 3ème tour est éliminé. Les trois concurrents restants nagent un dernier, 4ème , tour. Tout concurrent disqualifié au 4ème tour obtient la médaille de bronze.
- **Dans le cas d'une finale à 7**, le concurrent arrivant à la dernière place au 1er , 2ème et 3ème tour est éliminé. Les quatre concurrents restants nagent un dernier, 4ème , tour.
- **Dans le cas d'une finale à 8**, les deux concurrents arrivant à la dernière place au 1er tour ainsi que le dernier au 2ème et 3ème tour sont éliminés. Les quatre concurrents restants nagent un dernier, 4ème , tour.

Tout concurrent disqualifié lors d'un tour final avec 4 équipes/nageurs (finale avec 7 ou 8) n'a pas droit à une médaille.

3.1.6. Participants

Les clubs ont droit à plusieurs équipes par catégorie Juniors et Seniors Messieurs et Dames.

Sauf disposition contraire dans le règlement national des compétitions, pour les Championnats de France Juniors, Seniors, Masters, Messieurs et Dames, tout nageur engagé sur une distance devra avoir nagé et avoir été sélectionné lors du championnat régional Eau libre de sa région d'appartenance pour la saison en cours avant la date limite des engagements.

Le Président de la CRNP de la région d'appartenance du nageur peut délivrer une dérogation en cas de non-participation justifiée au programme régional nécessaire pour se qualifier aux épreuves de niveau supérieur par l'intermédiaire du programme IntraNAP sur le site de la CCNP, avant la date limite des engagements

Le Président de la Commission Nationale Nage avec Palmes, ou le DTN pourra délivrer une dérogation à des sportifs n'ayant pas rempli les conditions à satisfaire, pour leur permettre de participer aux championnats nationaux et aux épreuves sélectives EDF.

3.1.7. Départs

Trente minutes avant le départ les compétiteurs se présentent équipés et avec leur matériel à l'entrée de la zone prévue pour appel et émargement de la feuille de course.

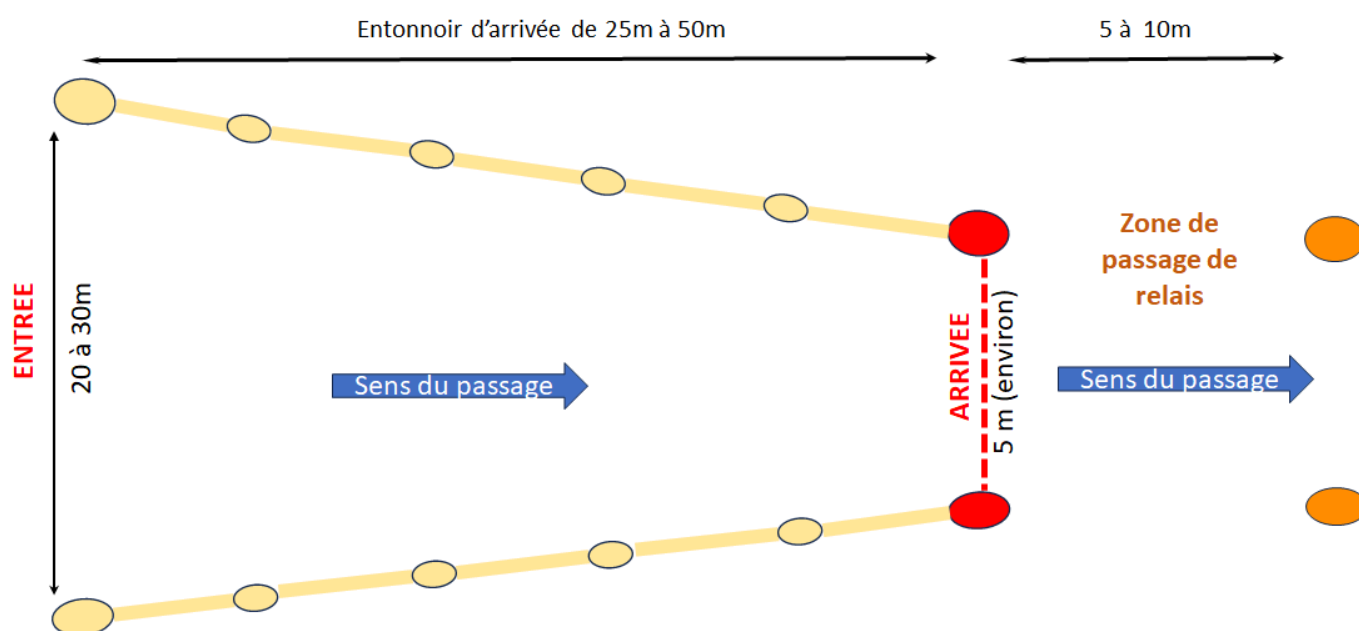
Ce sont les chronomètres de la course qui procèdent à l'appel et à l'émargement des compétiteurs.

Le juge de départ annonce le départ à 15 minutes, puis à 5 minutes, à 1 minute et à 30 secondes. Le décompte des 10 dernières secondes est strictement interdit ; le juge de départ donne directement le départ.

3.1.8. Entonnoir d'arrivée

À chaque tour et à l'arrivée, il est obligatoire d'entrer dans le cône d'arrivée par son ouverture la plus large et de terminer le parcours dans ce cône, sous peine de disqualification sauf si le nageur reprend l'entonnoir par son entrée.

Schéma de l'entonnoir :



3.1.9. Contrôle aux changements de cap signalé sur le parcours

En fonction du parcours, des points de contrôle sont installés aux endroits stratégiques.

Tous les virages et tous les changements de direction doivent être indiqués clairement (bouées).

Les juges chargés du contrôle aux changements de direction ne doivent en aucun cas orienter les compétiteurs.

Un nageur qui manque un point de passage sera disqualifié.

3.1.10. Température

Elle devra être vérifiée le jour de la course, deux heures avant le départ, au milieu du parcours à une profondeur de 0,40 mètre.

En dessous de 10°C, seules les catégories seniors et masters pourront prendre le départ.

En dessous de 14°, le nageur devra porter obligatoirement un vêtement en néoprène.

3.1.11. Dossards

La CNNP décide du moyen le plus approprié pour effectuer les contrôles et prise de temps de la compétition.

L'association des couleurs de dossards et de la couleur du feutre indélébile doit permettre une lecture aisée d'une distance de 10 mètres.

En absence de toute autre disposition validée par la CNNP, les dossards seront réalisés par les juges de la compétition.

Le compétiteur ne devra en aucun cas modifier son dossard (hauteur, arrondir les angles...) évitant ainsi de fragiliser le support.

Un système de contrôle électronique jumelé aux dossards peut être utilisé.

3.1.12. Obligations des concurrents

Toute assistance entraîne la disqualification du nageur.

Un nageur qui décide d'abandonner doit se signaler auprès de l'organisation ou auprès d'un bateau de sécurité qui adaptera la procédure de sortie de l'eau. Le bateau de sécurité, et le nageur informeront sans délai un officiel. Le nageur informe son chef d'équipe.

Le compétiteur a le droit de changer son matériel pendant la compétition (aux emplacements prévus par l'organisateur). Le nageur est autorisé à sortir de l'eau sur un de ces lieux pour effectuer ce changement sous réserve que sa remise à l'eau ait lieu à l'endroit exact de sa sortie. Ce lieu peut également être désigné par l'organisateur comme lieu de sortie pour abandon.

3.1.13. Classements

L'enregistrement du temps s'effectue lorsqu'une partie du corps dépasse la ligne matérialisant l'arrivée.

Lors de l'arrivée les juges enregistrent l'ordre d'arrivée.

~~S'il existe un classement par équipe de club, celui-ci se fera par addition des temps des trois meilleurs nageurs classés de chaque club (sauf s'il est stipulé autrement dans le règlement spécifique de la compétition).~~

~~Seuls les clubs présentant une équipe complète à l'arrivée sont classés.~~

4. ORDRE ET PROGRAMME TYPE DES CHAMPIONNATS NATIONAUX

Le programme de chaque championnat national est annoncé dans le règlement des compétitions nationales.

5. RÈGLEMENT DES COMPÉTITIONS OPEN

Il est établi par circulaire.

6. ANNEXE 1 – FEUILLE HOMOLOGATION INDIVIDUELLE - RECORD DE FRANCE OU MEILLEURE PERFORMANCE FRANÇAISE

Épreuve : Temps : Catégorie : Sexe :	NB : joindre la fiche de chronométrage, et la fiche synthèse de la série via système de chronométrage électronique (si électronique), et transmettre sous 8 jours à : secretaire@nap-ffessm.fr
Nom et prénom : Date et lieu de naissance : N° de licence : Adresse : N° de club : Dénomination du club : Adresse du club : Lieu de la compétition : Date : Longueur du bassin : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Type de chronométrage : <input type="checkbox"/> manuel <input type="checkbox"/> électronique Chronométreur N°1 / Nom : Temps : Chronométreur N°2 / Nom : Temps : Chronométreur N°3 / Nom : Temps :	

Le Juge arbitre :	<i>Signature :</i>
Le Délégué :	<i>Signature :</i>

7. ANNEXE 2 - FEUILLE HOMOLOGATION RELAIS - RECORD DE FRANCE OU MEILLEURE PERFORMANCE FRANÇAISE

Épreuve : Temps : Catégorie : Sexe :	NB : joindre la fiche de chronométrage, et la fiche synthèse de la série via système de chronométrage électronique (si électronique), et transmettre sous 8 jours à : secretaire@nap-ffessm.fr
Rel. 1 / Nom et prénom : Date et lieu de naissance : N° de licence :	
Rel. 2 / Nom et prénom : Date et lieu de naissance : N° de licence :	
Rel. 3 / Nom et prénom : Date et lieu de naissance : N° de licence :	
Rel. 4 / Nom et prénom : Date et lieu de naissance : N° de licence :	
N° de club : Dénomination du club : Adresse du club :	
Lieu de la compétition : Date : Longueur du bassin : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Type de chronométrage : <input type="checkbox"/> manuel <input type="checkbox"/> électronique	
Chronométreur N°1 / Nom : Temps : Chronométreur N°2 / Nom : Temps : Chronométreur N°3 / Nom : Temps :	

Le Juge arbitre :	<i>Signature :</i>
Le Délégué :	<i>Signature :</i>

8. ANNEXE 3 - FICHE DE RÉCLAMATION

Signature du chef d'équipe :

Signature du délégué :

DE €